

# TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

N° 3036 DU 14 NOVEMBRE 2002

## MONDE

### **BRAZZAVILLE.** « On n'a pas le droit de trucider toute une population »

De passage en France, l'évêque Louis Portella dénonce les exactions des troupes gouvernementales vis-à-vis des populations civiles dans le Sud du pays et interpelle le président Sassou Nguesso. Interview exclusive.

**La région du Pool, dans votre diocèse de Kinkala, est bouclée par l'armée. Que s'y passe-t-il ?**

Le gouvernement évoque la menace des miliciens ninjas, effectivement présents dans le Pool. À la fin du mois de mars, refusant toute idée d'un dialogue, le gouvernement a opté pour une solution militaire afin de mettre la main sur « Ntoumi », le chef des ninjas. Il a mobilisé des moyens très importants en hommes et en armes. Il disait que le problème serait réglé en quelques semaines. Aujourd'hui, la cible n'est toujours pas atteinte. Les rebelles font des opérations de sabotage et rançonnent des gens et l'armée poursuit ses opérations. Le résultat: destruction des villages et déplacement des populations. Depuis sept mois, toute une région est en train d'être détruite.

**Environ 100 000 personnes, soit 20%**

**des habitants du Pool, ont trouvé refuge à Brazzaville. Pourquoi ?**

Ils nous disent que leurs villages ont été bombardés par des hélicoptères, puis pillés et brûlés par les forces publiques. Nous savons aussi que les « soldats », en fait des miliciens Cobras intégrés dans l'armée, éliminent souvent des gens sous prétexte qu'ils seraient « complices » des ninjas. Toute la région est ainsi déstabilisée. Ceux

**« Sassou Nguesso n'a qu'à siffler pour que les hostilités s'arrêtent »**

qui restent dans les villages non bombardés assurent à peine leur survie. Ils ne reçoivent aucune aide, puisque les autorités refusent de donner des visas aux organisations humanitaires.

**L'armée gouvernementale est donc responsable de violations massives des droits de l'homme. Mais ses soldats obéissent-ils vraiment aux ordres ?**

J'ai entendu des chefs militaires se plaindre du manque de discipline des troupes. Il est vrai aussi qu'on ne sait pas toujours d'où viennent exactement les ordres. L'impunité

est totale! Des jeunes soldats peuvent assassiner des civils sans craindre la moindre sanction.

**Tenez-vous le président Denis Sassou Nguesso, « démocratiquement élu », pour responsable de cette situation ?**

Oui. D'autant plus qu'il a vraiment un pouvoir extraordinaire. Tout le monde dans le Pool pense que le président n'a qu'à siffler pour que les hostilités s'arrêtent. Moi, j'interpelle Denis Sassou Nguesso parce que c'est mon devoir d'évêque. Je l'assume puisque tout le monde, même les diplomates étrangers, se tait par peur de représailles! Avec la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), des organisations comme Survie et mes amis spiritains français, j'ai l'intention d'alerter l'opinion publique internationale. Les humanitaires doivent faire leur travail! Il faut arrêter ses opérations militaires meurtrières qui ressemblent plus à un plan pour casser l'élan vital du Pool qu'autre chose. Il faut mettre les choses sur la place publique et alerter l'Onu. On n'a pas le droit de trucider toute une population!

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
HENRIK LINDELL**

**EN VENTE PAR CORRESPONDANCE AU 0149 60 10 40  
ET DANS CERTAINS KIOSQUES.**

**TÉL. DE LA RÉDACTION: 01 44 83 82 75**